

Superprofits : aux Français de décider

«Ce que les grandes entreprises ne paient pas, ce sont tous les autres qui le paient», a rappelé Olivier Faure, le 21 septembre, en ouverture de la conférence de presse commune pour présenter la proposition de loi sur les superprofits qui sera soumise à un référendum, après avoir été validée par le Conseil constitutionnel.



Vers un référendum d'initiative partagée

Au mois de juillet, pour la loi sur le pouvoir d'achat, les élu.e.s de Gauche ont présenté des amendements pour taxer les profits exceptionnels des multinationales. Le gouvernement les a, systématiquement, tous refusés.

L'Espagne, l'Italie, l'Allemagne mettent en place des dispositifs et le secrétaire général de l'ONU appelle les États à en faire de même. Mais le gouvernement français préfère s'isoler sur la scène internationale plutôt que d'admettre qu'il est particulièrement injuste de demander des efforts à tout le monde, sauf à ceux qui réalisent des superprofits.

Et pourtant le contexte justifie amplement cette contribution. Car, dans l'esprit des signataires, il n'est nullement question de mettre en place un système punitif mais bien d'apporter, avec ce mécanisme, plus de justice fiscale à un moment où l'ensemble des Français sont appelés à faire des efforts.

La proposition de loi qui sera soumise au Conseil constitutionnel sera intitulée : «Création d'une contribution additionnelle sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises».

Tous les mots ont été soigneusement choisis afin que ce texte puisse s'inscrire dans le cadre de l'article 11 de la Constitution, a expliqué Patrick Kanner, président du Groupe socialiste au Sénat.

Il s'agit d'une contribution temporaire, sur une partie des bénéfices réalisés par des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse les 750 millions d'euros.

La plupart des adversaires de cette contribution feignent d'ignorer ce qu'est un superprofit. «**La définition est pourtant simple : il s'agit des profits exceptionnels réalisés par des multinationales par rapport à une période de référence, en l'occurrence, entre 2017 et 2019.**» Le texte prévoit de prélever, de manière progressive, une contribution sur les superprofits : 20% sur les sommes supérieures à 25%, 25% sur les sommes supérieures à 50% et 33% sur les sommes supérieures à 75%.

Cette contribution pourrait rapporter près de 20 milliards à l'État, en sachant que les profits des entreprises du CAC 40 se sont élevés à 174 milliards d'euros en 2021.

Pour l'instant, 240 parlementaires ont signé cette proposition de loi. Il fallait recueillir 185 signatures. «**Nous espérons, cependant, que d'autres parlementaires nous rejoindront**», a précisé Olivier Faure.

Et maintenant ? Le Conseil constitutionnel doit valider ce texte. Ensuite, s'engagera le recueil des signatures. Il en faudra 4,9 millions. Objectif particulièrement ambitieux, mais néanmoins atteignable.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 29/09/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Double langage

Que vaut la parole du gouvernement ? Plus grand-chose. Comment pourrait-il en aller autrement alors que toutes les déclarations d'intention sont systématiquement contredites par les faits ?

C'est assez rare pour être souligné : ce gouvernement a réussi l'exploit de se mettre à dos le MEDEF, la CPME, la CFDT, FO, la CFTC, la CGT et CFE-CGC qui, dans un communiqué commun, dénoncent une ponction de 300 millions d'euros dans le budget d'Action Logement, l'organisme paritaire qui gère l'ancien « 1% logement » au profit du logement des salariés.

« Cette méthode n'est pas acceptable d'autant que la semaine dernière, un accord semblait acté avec le ministre du logement », dénoncent les organisations syndicales qui considèrent que « sans le retrait de cette ponction par le gouvernement, il sera difficile de renouer pleinement la confiance ».

Comme chacun sait, la confiance ne se décrète pas, elle se prouve.

PS29

De la discussion jaillit la clarté

«**Quel bilan tirer du dernier cycle législatif et quelles perspectives tracer pour demain, pour le PS et pour la Gauche ?**», se sont demandés les Socialistes du Finistère et leurs partenaires, le 24 septembre, au centre de Moulin Mer, à l'occasion de l'Université de rentrée de la Fédération.



Plus de 100 participants

Vaste programme ! est-on tenté de répondre spontanément tant les changements intervenus depuis un an sont importants et ont totalement modifié les contours de la Gauche.

Cependant, six mois après la signature de l'accord de la NUPES, il est tout de même possible d'apporter des éléments de réponse.

«**Jamais un accord n'avait permis des candidatures uniques dans toutes les circonscriptions**», a insisté Rémi Lefebvre. «**Il répondait à une très forte aspiration unitaire de la part des électeurs de Gauche**», a complété l'universitaire lillois, rappelant que 500 000 personnes s'étaient inscrites pour la Primaire populaire.

Une histoire faite de scissions et de divisions

L'Histoire des Gauches, depuis la fin du XIX^e siècle, est rythmée par une succession de rivalités et de scissions. On peut même considérer qu'en France, la division est la norme et l'union l'exception, a rappelé de son côté l'historien Gilles Candar.

Ce qui unit les formations de Gauche, c'est l'idée qu'il faut engager des ruptures avec l'ordre établi, comme disaient Léon Blum et François Mitterrand. Mais après, des débats sans fins s'engagent sur la méthode et l'ampleur de cette rupture.

C'est une constante historique : ceux

qui portent les idées nouvelles cherchent à s'imposer, en bousculant un peu les autres partis plus établis. On l'a vu au début du siècle avec les Socialistes qui se sont imposés face aux Radicaux ou les Communistes contre les Socialistes, à partir des années 20, puis dans les années 80 avec le développement des Verts et maintenant avec la France insoumise.

Pierre Juvet a rappelé le contexte dans lequel se sont déroulées les négociations. Il faut remonter à 2017 pour bien comprendre. Les Socialistes avaient quasiment tous les pouvoirs en 2012 (Élysée, Sénat, Assemblée). En 2017, ils n'ont plus rien. Leur candidat à la Présidentielle, Benoît Hamon, quitte le parti pour fonder son mouvement, quand une partie des cadres et des militants rejoignent Emmanuel Macron. Lorsqu'Olivier Faure est élu Premier secrétaire, le PS est un champ de ruine. La question même de sa survie est envisagée.

Après un début de mandat compliqué, où les Socialistes étaient totalement isolés à Gauche, parfois même hués dans les manifestations, les élections municipales, puis départementales et régionales ont laissé entrevoir un espoir. Mais, avec les résultats de la Présidentielle, il faut se rendre à l'évidence : l'électorat de Gauche veut l'union.

L'accord rapidement conclu, compte tenu du calendrier électoral, n'est pas parfait. D'une part, parce qu'il n'a pas permis à la Gauche de l'emporter. «**La part des députés de Gauche est même très faible**», a souligné Rémi Lefebvre.

D'autre part, comme l'a indiqué Marylise Lebranchu, il n'a pas suffisamment pris en compte les réalités locales. En affinant les candidatures, il aurait certainement été possible de présenter des candidats correspondant mieux aux réalités locales. Il s'agit là d'un des regrets de Pierre Juvet qui n'est pas parvenu à faire comprendre à ses interlocuteurs que, si les résultats nationaux de la Présidentielle pouvaient être utilisés pour fixer la représentativité de chaque partenaire, rien n'interdisait, en fonction des réalités locales, de chercher le ou la meilleure candidat.e pour l'emporter dans les circonscriptions.

«**Il faut là encore revenir à l'Histoire pour comprendre**», a expliqué Gilles Candar. «**L'union des Socialistes en**

1905 s'est faite, par le bas, sur la base des fédérations locales. Le PS et le PC, qui sont issus de la SFIO, ont donc une approche territoriale. Il n'en est pas de même pour la France insoumise qui a plus une vision nationale.»

«Le dialogue doit se poursuivre»

Quoi qu'il en soit, pour les représentants des partis de la NUPES, présents à Logonna-Daoulas, le dialogue doit se poursuivre. «**S'il y a un déplacement du centre de gravité de la Gauche vers des propositions plus radicales, c'est parce que l'ampleur de la crise écologique et sociale l'exige**», a rappelé Pierre-Yves Cadalen (LFI), prenant comme exemple la fermeture de l'Université de Strasbourg pendant deux semaines pour économiser du chauffage.



Une réponse à l'aspiration unitaire

Grégory Lebert (EELV) n'a pas nié les divergences entre les formations politiques. Cependant, lui aussi considère que compte tenu des enjeux comme la montée de l'Extrême-droite, le délitement de la cohésion sociale ou la crise climatique, «**il faut savoir dépasser les querelles**».

Gladys Grelaud (PC) ne cache pas non plus les divergences, mais considère que la division de la Gauche est mortifère et que, dans le moment, la Gauche doit s'élargir et être bien présente dans les luttes.

L'UDB n'est pas signataire de l'accord de la NUPES. Pourtant, elle s'inscrit dans le champ de la Gauche, a rappelé Bernard Le Mao, à Logonna-Daoulas. Pour lui, les accords doivent se négocier à la base pour prendre en compte les spécificités locales, comme l'eau ou le logement, pour ce qui concerne la Bretagne.

Au sein de cette union, les Socialistes doivent être eux-mêmes et n'ont pas à avoir peur de la concurrence, a insisté Tristan Foveau, pour le PS (voir page 4).

«La Gauche doit reconquérir les électeurs qu'elle a perdu»

Il est donc temps de se tourner vers l'avenir pour préparer l'alternance en cherchant à convaincre celles et ceux qui ne participent plus aux élections. «**La Gauche doit reconquérir les électeurs qu'elle a perdu**», a rappelé Gilles Finchelstein. «**C'est d'autant plus urgent que le pays traverse une crise profonde avec une démocratie à l'état gazeux**», a insisté le directeur général de la *Fondation Jean-Jaurès*. Pourquoi gazeux ? Parce qu'elle est informe. Il n'existe plus un, mais une multitude de clivages, entre les citoyens. Ensuite, elle est instable. Le vote des électeurs n'est plus acquis d'avance, comme auparavant. Les électrices et les électeurs peuvent modifier leurs votes. On estime que 60 % des électeurs ont changé d'avis dans les trois mois qui ont précédé le scrutin présidentiel. Et enfin, comme le gaz, la démocratie française est explosive. L'écart entre Jean-Marie Le Pen et Jacques Chirac était de 20 millions de voix en 2002. Il était de 11,5 millions entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron en 2017 et seulement de 5 millions en 2022.

La *Fondation Jean Jaurès* suit, depuis 2012, un panel de 12000 électeurs de

manière à suivre leurs évolutions sur la longue durée. Les études montrent que le socle électoral de Jean-Luc Mélenchon s'établit aux alentours de 10%. Durant la campagne présidentielle, on a noté deux moments de progressions : l'idée du vote utile lui a permis d'atteindre les 16% et, en toute fin de campagne, l'espoir d'éliminer Marine Le Pen, dès le premier tour, lui a permis d'atteindre les 22%.



Gilles Finchelstein : une démocratie gazeuse

Penser clair, parler vrai et agir juste

Cette crise de la démocratie trouve en partie ses racines dans la crise sociale. La pauvreté touche de plus en plus de personnes, même dans notre région qui est pourtant, encore, l'une des moins

inégalitaires, a alerté Daniel Delaveau, ancien maire de Rennes et représentant de la *FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité)* pour la Bretagne. «**Les politiques doivent revenir sur le terrain et s'appliquer cette formule rocardienne : penser clair, parler vrai et agir juste.**»

Benoît Collorec, porte-parole de la Confédération paysanne dans le Finistère, souhaite des échanges plus réguliers avec les partis. «**Il est bien loin le temps des commissions agricoles du PS où il était possible de faire remonter les problèmes et les revendications des agriculteurs**», a-t-il regretté. Or, la situation est alarmante pour ceux qui, comme lui, défendent une agriculture paysanne, à taille humaine. Depuis six ans, c'est la ligne productiviste de la *FNSEA* qui l'emporte systématiquement.

«**Il faut multiplier ces moments de débats et d'échanges**», a insisté Pierre Juvet, à l'issue de cette Université de rentrée. Dans un contexte de tripartition, le bloc de Gauche et des écologistes doit être uni face aux deux autres blocs que constituent la Droite libérale et l'Extrême-droite. Et ce bloc de Gauche a besoin d'un Parti Socialiste fort.

Pour des élu.e.s utiles



L'union de la Gauche, c'est aussi l'affaire des élu.e.s. L'Université de rentrée du 24 septembre était co-organisée par la Fédération et par l'*Union des Élu.es Socialistes et Républicains (UESR)*. Dans la matinée, deux formations étaient proposées. L'une, alors que nous venons de subir un été où tous les records de chaleur ont été battus, était consacrée à la mise en place de politiques de résilience territoriales.

Le second atelier avait pour ambition d'aider les élu.e.s à construire des oppositions utiles à leurs concitoyens. En faisant respecter leurs droits mais aussi utilisant tous les outils à leur disposition pour informer leurs électrices et leurs électeurs. «*C'est dans l'opposition que se construisent les projets qui demain seront portés pour les futures majorités*», a rappelé Jean-Paul Vermot, président de l'*UESR* du Finistère.

Jeunes et politique



Jeunes et politique, le grand désamour ? C'est autour de cette question que les jeunes socialistes du Finistère ont organisé une controverse, à Moulin Mer. Ils et elles avaient, pour l'occasion, invité des jeunes des autres formations de Gauche, ainsi que des syndicalistes étudiants.

S'il peut exister une forme de désamour pour les formes traditionnelles de militantisme, il existe, dans une grande partie de la jeunesse, une envie d'engagement sur des sujets sociaux, environnementaux, de solidarité internationale...

Cette envie se manifeste par des engagements associatifs, syndicaux ou politiques. La question qui se pose ensuite est : comment offrir un débouché politique à ces mobilisations ?

Européennes



S'il a beaucoup été question d'union durant ce week-end, le secrétaire national du PS aux élections, Pierre Juvet, n'en a pas fait un préalable pour le prochain scrutin national que seront les Européennes en 2024. «*Le PS a un projet européen clair et ambitieux. Qui peut croire que l'affaiblissement de la construction européenne pourrait être utile à un moment où nous devons affronter les crises écologiques, sociales et démocratiques et la guerre à nos frontières ? Nous allons nous parler, avec nos partenaires, et nous verrons, sur la base de notre projet si nous pouvons nous entendre sur un programme commun. Mais si nous n'y arrivons pas, ça ne sera pas un drame.*»

Agenda

Disparition

Nous avons appris avec tristesse le décès de Jean Lozac'h, ancien maire de Trégunc et conseiller départemental. Un hommage lui sera rendu samedi à 11 h 30 au crématorium de Quimper.

Retrouvez-nous sur

Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
 N° 1406 - Vendredi 30 septembre 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
 26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
 Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
 Yves FORMENTIN-MORY
 Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
 Tél. 02 98 43 44 39
 13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
 Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
 Adhérents : 25 euros
 Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
 ADFFFP

Sachons créer l'envie

En préambule de l'Université de rentrée, Tristan Foveau a appelé les Socialistes à bâtir, avec leurs partenaires, un projet alternatif et à éviter les querelles stériles.

« (...) Disons-le d'abord tout net : cet accord électoral nous a été dicté par les circonstances. "L'analyse ne change rien au réel", disait Lacan. Et l'analyse, depuis avril, ne change rien au réel sur lequel cet accord a prospéré : un désir d'union exprimé sous toutes les formes et par tous les moyens par les électeurs de Gauche, sondage après sondage, élection après élection, un désir d'union traduit au premier tour de la Présidentielle par une forme de primaire entre candidats de Gauche qui n'a pas dit son nom et la crainte, malheureusement confirmée, de voir arriver en force l'Extrême-droite à l'Assemblée nationale.

Un accord dicté par les circonstances donc. Mais la force des circonstances empêche-t-elle l'espoir ? Assurément non, et nous avons suscité un espoir qu'il s'agira pour nous, demain, de ne pas décevoir.

Cet espoir, c'est celui de millions d'électeurs qui ont porté nos candidats à l'Assemblée nationale partout en France, comme Mélanie sur la 6^e circonscription. Ces électeurs ont imposé cet accord et redéfini de fait l'espace politique de la Gauche : car cet espace politique n'est pas simplement celui des appareils politiques. C'est un espace composé des voix de celles et ceux qui nous ont fait confiance en se portant sur les candidats de la Gauche. (...)

Je souhaite que nos débats soient les plus riches et les plus libres possibles. J'ai une conviction : que dans cet espace politique nouveau issu des Législatives, il ne nous faut pas craindre la concurrence intellectuelle, électorale et partidaire. Celle-ci peut être fertile pour nos formations respectives. Certains voient dans la NUPES une machine à uniformiser. Moi, je la vois plutôt comme une invitation à l'émulation pour les formations qui la composent.

Et à vrai dire, j'aborde cette concurrence avec une certaine sérénité. D'abord, parce que je crois à la force de l'idée socialiste : au XIX^e siècle, la grande question posée était celle du régime politique. Au début du XX^e c'est la question sociale qui s'est imposée et c'est Jean Jaurès qui fut le promoteur de l'idée de République sociale. Aujourd'hui, l'impératif écologique appelle une nouvelle synthèse pour une République sociale et écologique. L'idée socialiste, on

la trouve dans le refus de l'exploitation par quelques-uns du travail et de la nature. C'est cela notre mission historique.



J'aborde cette concurrence avec sérénité, ensuite, parce que notre formation politique est encore robuste et suscite même un début d'intérêt renouvelé, un frémissement en tout cas : j'en veux pour preuve la vingtaine de nouveaux adhérents qui nous ont rejoints depuis juin : Olivier à Quimperlé, Axel au Relecq-Kerhuon, Jean-Michel à Carhaix, Loïc à Brest, Vincent et Julie à Morlaix, Ingrid sur la Presqu'île, Sébastien à Guipavas, Léanie à Quimper et j'en oublie évidemment, ils m'excuseront.

Et enfin, je trouve ma sérénité dans le fait que nous dirigeons, aujourd'hui avec nos partenaires, les principales villes et intercommunalités de notre beau département, que nous dirigeons la Région, avec Loïg Chesnais-Girard, et que nous incarnons également une opposition utile et constructive face à Maël de Calan au Département.

Alors camarades, évitons les querelles stériles et créons de l'envie, faisons de la politique, proposons un vrai projet alternatif à une société qui est malade, où les gens se sentent déclassés, délaissés. Ne croyons pas que nous pouvons tout lisser, gommer les divergences idéologiques. L'idéologie n'est pas un gros mot. C'est le piège du macronisme d'avoir voulu le faire croire.

C'est d'autant plus nécessaire que le gouvernement va s'attaquer à l'assurance chômage et au système de retraites et que l'Extrême-droite est aux portes du pouvoir. Notre projet se nourrira des contributions de tous les acteurs que j'ai cités au fil de mon propos : les organisations qui composent la Gauche, leurs mouvements de jeunesse, leurs élu.e.s, mais aussi les experts, les associations et les syndicats qui partagent nos orientations.

Et pour conclure mon propos, je vais me permettre de m'adresser directement aux militants socialistes, qui sont ici majoritaires : soyons exigeants avec nous-mêmes, travaillons sans relâche, occupons le terrain des luttes partout sur le département. Finalement, soyons meilleurs que nos camarades du premier rang. Si nous y parvenons, c'est nous qu'ils suivront de nouveau et pas l'inverse. »

